gional afin d'atténuer les tensions et de faire progresser le désarmement et la non-prolifération aux niveaux régional et sous-régional en Afrique centrale;

3. *Accueille avec satisfaction* le programme de travail comportant des mesures de confiance adopté par les Etats membres de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale lors de la réunion d'organisation du Comité consultatif permanent;

4. *Prie* le Secrétaire général de continuer à fournir une assistance aux Etats d'Afrique centrale pour la mise en œuvre du programme de travail du Comité consultatif permanent;

5. *Prie également* le Secrétaire général de lui présenter à sa quarante-huitième session un rapport sur l'application de la présente résolution;

6. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-huitième session la question intitulée « Mesures de confiance à l'échelon régional ».

88^e séance plénière
15 décembre 1992

47/54. Examen de l'application des recommandations et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire

A

RAPPORT DE LA COMMISSION
DU DÉSARMEMENT

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport annuel de la Commission du désarmement¹⁰,

Considérant le rôle que la Commission du désarmement a été appelée à jouer et la contribution qu'elle devrait apporter en examinant divers problèmes de désarmement, en formulant des recommandations à leur sujet et en concourant à l'application des décisions pertinentes de la dixième session extraordinaire,

Notant l'appui dont bénéficie la proposition tendant à inscrire à l'ordre du jour de la session de fond de 1993 de la Commission du désarmement une nouvelle question intitulée « Directives générales pour la non-prolifération, plus particulièrement en ce qui concerne les armes de destruction massive »,

Notant également l'appui accordé à l'idée d'inscrire à l'ordre du jour de la session de fond de 1994 de la Commission du désarmement une nouvelle question intitulée « Transferts d'armes internationaux, plus particulièrement dans le contexte de la résolution 46/36 H du 6 décembre 1991 »,

Constatant qu'il est nécessaire d'améliorer encore davantage le fonctionnement de la Commission du désarmement, et ayant à l'esprit l'expérience de la session de fond de 1992, au cours de laquelle l'examen du point de l'ordre du jour relatif à l'information objective sur les questions militaires a été achevé,

Rappelant sa résolution 46/38 A du 6 décembre 1991,

1. *Prend acte* du rapport annuel de la Commission du désarmement;

2. *Félicite* la Commission du désarmement d'avoir adopté par consensus un ensemble de directives et de recommandations pour une information objective sur les questions

militaires⁵⁴, dont l'examen a été recommandé à l'Assemblée générale, comme suite au texte adopté sur les « Moyens d'améliorer le fonctionnement de la Commission du désarmement »⁶⁵;

3. *Note avec satisfaction* que la Commission du désarmement a mené à bien son programme de réforme et qu'elle a fait des progrès notables sur d'autres questions de fond inscrites à son ordre du jour;

4. *Rappelle* que la Commission du désarmement est l'organe délibérant spécialisé du mécanisme multilatéral des Nations Unies pour le désarmement, rôle qui permet des délibérations approfondies sur des questions précises de désarmement, aboutissant à des recommandations concrètes sur ces questions;

5. *Prie* la Commission du désarmement de poursuivre ses travaux conformément au mandat énoncé au paragraphe 118 du Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale²³ et au paragraphe 3 de la résolution 37/78 H du 9 décembre 1982 et, à cette fin, de faire tout son possible pour formuler des recommandations concrètes sur les questions inscrites à son ordre du jour en tenant compte du texte qu'elle a adopté sur les « Moyens d'améliorer le fonctionnement de la Commission du désarmement »;

6. *Souligne* qu'il importe que la Commission du désarmement travaille sur la base d'un ordre du jour approprié concernant les thèmes du désarmement, qui lui permette de concentrer ses efforts et donc de progresser davantage sur des sujets précis conformément à la résolution 37/78 H;

7. *Recommande* que la Commission du désarmement, à sa session d'organisation de 1992, adopte les questions suivantes aux fins d'examen à sa session de fond de 1993 :

- 1) Processus du désarmement nucléaire dans le cadre de la paix et de la sécurité internationales, l'objectif étant d'éliminer les armes nucléaires;
- 2) Approche régionale du désarmement dans le contexte de la sécurité mondiale;
- 3) Rôle de la science et de la technique dans le contexte de la sécurité internationale, du désarmement et d'autres questions connexes;

8. *Prie également* la Commission du désarmement, à la session d'organisation susmentionnée, d'examiner les questions ci-après :

a) L'objectif consistant à adopter pour l'ordre du jour de la Commission du désarmement un cycle d'examen triennal portant sur trois points en vertu duquel l'examen de chacun de ces points s'échelonne sur trois ans, de sorte qu'en principe, à chaque session de fond, l'examen d'un point commencerait tandis que celui d'un autre s'achèverait;

b) En application du principe ci-dessus, la session de fond de 1993 devrait être considérée comme une année de transition, et il conviendrait donc de déterminer à cette occasion si :

- i) L'examen de deux points inscrits à l'ordre du jour actuel, à savoir les points visés aux alinéas 2 et 3 du paragraphe 7 ci-dessus, devrait être achevé;
- ii) L'examen d'une question, à savoir celui visé à l'alinéa 1 du paragraphe 7 ci-dessus, devrait être sus-

pendu en vue d'être achevé à la session de fond de 1994;

iii) Une nouvelle question devrait être inscrite à l'ordre du jour de la session de fond;

9. *Prie en outre* la Commission du désarmement de se réunir en 1993, pendant quatre semaines au plus, et de lui présenter un rapport de fond à sa quarante-huitième session;

10. *Prie* le Secrétaire général de transmettre à la Commission du désarmement le rapport annuel de la Conférence du désarmement¹², ainsi que tous les documents officiels de la quarante-septième session de l'Assemblée générale relatifs au désarmement, et de fournir à la Commission toute l'aide dont elle pourra avoir besoin pour appliquer la présente résolution;

11. *Prie également* le Secrétaire général de mettre à la disposition de la Commission et de ses organes subsidiaires tous les services requis d'interprétation et de traduction dans les langues officielles et d'allouer, à titre prioritaire, toutes les ressources et tous les moyens nécessaires à cet effet;

12. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-huitième session la question intitulée « Rapport de la Commission du désarmement ».

81^e séance plénière
9 décembre 1992

B

DIRECTIVES ET RECOMMANDATIONS POUR UNE INFORMATION OBJECTIVE SUR LES QUESTIONS MILITAIRES

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 43/75 G du 7 décembre 1988 et 44/116 E du 15 décembre 1989,

Prenant acte du rapport de la Commission du désarmement¹⁰, contenant le texte des directives et recommandations pour une information objective sur les questions militaires⁵⁴ que la Commission a adopté à sa session de 1992,

Se félicitant du travail accompli par la Commission du désarmement, qui a mis au point le texte des directives et recommandations en question,

Réaffirmant sa ferme conviction qu'une meilleure circulation d'informations objectives sur les questions militaires peut aider à atténuer les tensions internationales, contribuer à instaurer la confiance entre les Etats aux niveaux mondial, régional et sous-régional et faciliter la conclusion d'accords concrets de désarmement,

Lançant un appel à tous les Etats pour qu'ils envisagent d'utiliser le plus largement possible l'information objective sur les questions militaires,

Notant avec satisfaction les résultats encourageants des mesures particulières convenues et appliquées dans certaines régions,

1. *Approuve* les directives et recommandations pour une information objective sur les questions militaires, telles que la Commission du désarmement les a adoptées à sa session de fond de 1992;

2. *Recommande* à tous les Etats de mettre en application ces directives et recommandations en tenant pleinement compte de la situation particulière à chaque région, notamment sur les plans politique et militaire, sur la base des initiatives des Etats de la région concernée et avec leur accord;

3. *Invite* tous les Etats à fournir au Secrétaire général, le 31 mai 1994 au plus tard, des renseignements sur la façon dont ils appliquent les directives et recommandations;

4. *Prie* le Secrétaire général de lui rendre compte à sa quarante-neuvième session de l'application de ces directives et recommandations, sur la base des rapports nationaux concernant l'expérience acquise en la matière;

5. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-neuvième session une question intitulée « Application des directives et recommandations pour une information objective sur les questions militaires ».

81^e séance plénière
9 décembre 1992

C

SEMAINE DU DÉSARMEMENT

L'Assemblée générale,

Notant les événements d'une importance capitale et d'une ampleur sans précédent qui ont marqué dernièrement les relations internationales et se félicitant des importants progrès récemment réalisés dans les domaines de la limitation des armements et du désarmement,

Notant avec satisfaction le renforcement du rôle et du prestige de l'Organisation des Nations Unies en tant que pôle de coordination et d'harmonisation de l'action des Etats,

Soulignant de nouveau combien il est nécessaire et important que l'opinion publique mondiale appuie les efforts de désarmement, sous tous leurs aspects,

Notant également avec satisfaction que les gouvernements et les organisations internationales et nationales appuient largement et activement la décision qu'elle a prise à sa dixième session extraordinaire, la première consacrée au désarmement, de proclamer la semaine commençant le 24 octobre, jour anniversaire de la fondation de l'Organisation des Nations Unies, semaine consacrée à la promotion des objectifs du désarmement⁶⁶,

Rappelant les recommandations concernant la Campagne mondiale pour le désarmement qui figurent à l'annexe V du Document de clôture de sa douzième session extraordinaire, la deuxième consacrée au désarmement, en particulier la recommandation selon laquelle la Semaine du désarmement devrait continuer à être largement observée⁶⁷,

Notant qu'à sa quinzième session extraordinaire, la troisième consacrée au désarmement, les Etats Membres ont appuyé l'idée de continuer à célébrer la Semaine du désarmement,

Considérant l'importance de la célébration annuelle de la Semaine du désarmement, notamment par l'Organisation des Nations Unies,

1. *Prend acte avec satisfaction* du rapport du Secrétaire général⁶⁸ sur les mesures complémentaires prises par les gouvernements et les organisations non gouvernementales pour célébrer la Semaine du désarmement;

2. *Félicite* tous les Etats et toutes les organisations gouvernementales et non gouvernementales internationales et nationales qui ont résolument appuyé la Semaine du désarmement et y ont activement participé;

3. *Invite* tous les Etats qui le désirent, lorsqu'ils prennent les mesures voulues au niveau local à l'occasion de la Se-

maine du désarmement, à tenir compte des éléments du programme modèle pour la Semaine du désarmement établi par le Secrétaire général⁶⁹;

4. *Invite* les gouvernements et les organisations non gouvernementales internationales et nationales à continuer de participer activement à la Semaine du désarmement et à informer le Secrétaire général des activités entreprises;

5. *Invite* le Secrétaire général à continuer d'utiliser aussi largement que possible les moyens d'information de l'Organisation des Nations Unies pour faire mieux comprendre à l'opinion publique mondiale les problèmes du désarmement et les objectifs de la Semaine du désarmement;

6. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquantième session, l'année du cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, la question intitulée « Semaine du désarmement ».

81^e séance plénière
9 décembre 1992

D

APPLICATION DES DIRECTIVES POUR DES TYPES APPROPRIÉS DE MESURES DE CONFIANCE

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 45/62 F, adoptée le 4 décembre 1990 sans qu'il ait été procédé à un vote,

Réaffirmant son appui aux directives pour des types appropriés de mesures de confiance et pour l'application de ces mesures sur un plan mondial et régional⁷⁰, qu'elle avait approuvées dans la résolution 43/78 H, adoptée le 7 décembre 1988 sans qu'il ait été procédé à un vote,

Accueillant favorablement le rapport du Secrétaire général dans lequel ont été réunies les données d'expérience communiquées par les Etats Membres touchant l'application des mesures de confiance⁷¹,

Notant avec satisfaction les résultats encourageants des mesures de confiance spécifiques arrêtées et appliquées dans certaines régions, et en particulier des mesures qui instaurent la confiance en contribuant au désarmement et à la maîtrise des armements et en encourageant la modération dans le domaine militaire,

Constatant avec une profonde préoccupation qu'en même temps des tensions s'élèvent dans d'autres régions et de violents conflits armés ont éclaté dans certains endroits,

Considérant que les mesures de confiance, surtout lorsqu'elles sont appliquées globalement, peuvent aider à mettre en place des structures de sécurité fondées sur la coopération et sur la franchise et contribuer ainsi à atteindre l'objectif plus large consistant à renoncer à l'emploi ou à la menace de la force,

Se félicitant que la promotion de la transparence dans le domaine militaire, en tant que pierre angulaire du renforcement de la confiance, ait récemment progressé du fait que la Commission du désarmement, à sa session de 1992, a mené à bien ses travaux sur le point de l'ordre du jour intitulé « Informations objectives sur les questions militaires » et que la Conférence du désarmement ait inscrit à son ordre du jour la question intitulée « Transparence dans le domaine des armements »,

Considérant que des mesures de confiance prises au niveau régional peuvent concourir au renforcement de la sécurité mondiale,

Citant en exemple les mesures de confiance et de sécurité qui sont actuellement élaborées et appliquées dans le cadre de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe en vue d'édifier la sécurité commune en Europe sur les fondations qui sont déjà bâties,

Consciente de l'existence de situations particulières à certaines régions qui ont une incidence sur la nature des mesures de confiance qui peuvent y être prises,

1. *Souligne* la nécessité d'élaborer des mesures de confiance en tant que processus concret et continu visant à aider à prévenir l'emploi de la force armée en tant que moyen de résoudre les conflits politiques;

2. *Recommande* à tous les Etats d'appliquer les directives pour des types appropriés de mesures de confiance, en tenant pleinement compte des particularités politiques, militaires et autres de la région considérée, à l'initiative et avec l'accord des Etats de la région;

3. *Recommande également* à tous les Etats et régions qui ont commencé à appliquer des mesures de confiance de poursuivre et de renforcer ce processus;

4. *Engage* tous les Etats à accorder une place aussi large que possible aux mesures de confiance dans leurs relations internationales, notamment dans leurs négociations bilatérales, régionales et mondiales, en tant que moyen important de prévenir les conflits et, en période de tension politique et de crise, en tant qu'instrument de règlement pacifique des conflits;

5. *Prie* la Conférence du désarmement de poursuivre activement ses travaux sur le point de l'ordre du jour intitulé « Transparence dans le domaine des armements », qui comporte l'examen et l'élaboration de moyens pratiques, universels et non discriminatoires d'accroître la franchise et la transparence dans le domaine militaire;

6. *Invite* le Secrétaire général à continuer de recueillir auprès de tous les Etats Membres les informations voulues;

7. *Engage* tous les Etats Membres qui ne l'auraient pas encore fait à apporter leur contribution au rapport du Secrétaire général;

8. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-neuvième session la question intitulée « Application des directives pour des types appropriés de mesures de confiance ».

81^e séance plénière
9 décembre 1992

E

RAPPORT DE LA CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

L'Assemblée générale,

Ayant examiné le rapport de la Conférence du désarmement¹²,

Convaincue que la Conférence du désarmement, en tant qu'instance multilatérale unique de la communauté internationale pour les négociations sur le désarmement, joue un rôle primordial dans les négociations de fond sur les questions prioritaires de désarmement,

Considérant à cet égard que le climat international actuel devrait donner une impulsion plus grande aux négociations multilatérales afin de parvenir à des accords concrets,

Se félicitant de la conclusion des négociations au sein de la Conférence du désarmement consacrées au projet de convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction⁴, ce qui a réaffirmé la nécessité et l'importance de la Conférence en tant qu'instance multilatérale unique de la communauté internationale pour les négociations sur le désarmement,

Notant avec satisfaction les résultats obtenus jusqu'à présent pour ce qui est d'améliorer le fonctionnement et l'efficacité de la Conférence du désarmement, y compris la décision de mener des consultations au sujet de la composition et de l'ordre du jour de la Conférence, et la décision prise par la Conférence de poursuivre ce processus à sa session de 1993,

1. *Réaffirme* que la Conférence du désarmement est l'instance multilatérale unique de la communauté internationale pour les négociations sur le désarmement;

2. *Se félicite* que la Conférence du désarmement soit déterminée à remplir ce rôle compte tenu de l'évolution de la situation internationale afin de progresser rapidement dans l'examen de fond des questions prioritaires inscrites à son ordre du jour;

3. *Encourage* la poursuite de l'examen de l'ordre du jour, de la composition et des méthodes de travail de la Conférence du désarmement;

4. *Prie* la Conférence du désarmement de lui présenter, lors de sa quarante-huitième session, un rapport sur ses travaux;

5. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarante-huitième session la question intitulée « Rapport de la Conférence du désarmement ».

81^e séance plénière
9 décembre 1992

F

INSTITUT DES NATIONS UNIES POUR LA RECHERCHE SUR LE DÉSARMEMENT

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 34/83 M du 11 décembre 1979, dans laquelle elle a demandé au Secrétaire général de mettre en place l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement sur la base des recommandations contenues dans le rapport du Secrétaire général²,

Réaffirmant sa résolution 39/148 H du 17 décembre 1984, dans laquelle elle a approuvé le statut de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement, invité de nouveau les gouvernements à envisager de verser des contributions volontaires à l'Institut et prié le Secrétaire général de continuer à fournir à l'Institut un appui administratif et autre,

Rappelant également sa résolution 42/42 J du 30 novembre 1987, dans laquelle elle a pris acte avec satisfaction du rapport du Conseil consultatif pour les études sur le désarmement³ et noté que la création de l'Institut offrait de nouvelles possibilités de recherche dans le domaine du désarmement,

Rappelant en outre sa résolution 45/62 G du 4 décembre 1990, dans laquelle elle a demandé à l'Institut d'élaborer,

avec l'assistance d'experts indépendants, un rapport de recherche sur les aspects économiques du désarmement et de le lui présenter lors de sa quarante-septième session, par l'intermédiaire du Secrétaire général,

Réaffirmant la nécessité pour la communauté internationale de disposer de recherches indépendantes et approfondies sur le désarmement et en particulier sur les problèmes nouveaux qui se font jour et sur les conséquences envisageables du désarmement,

Notant à cet égard l'importance de la recherche sur les aspects économiques du désarmement,

Ayant examiné le rapport annuel du Directeur de l'Institut⁴ ainsi que le rapport du Conseil consultatif pour les questions de désarmement, agissant en sa qualité de Conseil d'administration de l'Institut⁵,

1. *Accueille avec satisfaction* le rapport de recherche de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement, intitulé « Aspects économiques du désarmement : le désarmement en tant qu'investissement »⁶, qui lui a été transmis par le Secrétaire général;

2. *Recommande* le rapport à l'attention des Etats Membres et les engage à examiner attentivement, en particulier, les principes économiques pour le désarmement figurant dans le sommaire exécutif du rapport;

3. *Prie* le Secrétaire général d'assurer au rapport une diffusion aussi large que possible.

81^e séance plénière
9 décembre 1992

47/55. Armement nucléaire d'Israël

L'Assemblée générale,

Ayant à l'esprit ses résolutions sur l'armement nucléaire d'Israël, dont la plus récente est la résolution 46/39 du 6 décembre 1991,

Rappelant sa résolution 44/108 du 15 décembre 1989, dans laquelle elle a notamment demandé que, en attendant la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient, toutes les installations nucléaires de la région soient soumises aux garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique,

Rappelant également que, dans sa résolution 487 (1981), le Conseil de sécurité a demandé à Israël de placer d'urgence toutes ses installations nucléaires sous les garanties de l'Agence,

Prenant note des résolutions pertinentes adoptées par la Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique, dont la plus récente est la résolution GC(XXXVI)/RES/601 du 25 septembre 1992⁷,

Prenant en considération la section D, sur la sécurité internationale et le désarmement, du chapitre II du document final adopté par la dixième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à Jakarta du 1^{er} au 6 septembre 1992⁸, en particulier le paragraphe 52 qui concerne la capacité nucléaire d'Israël,

Profondément alarmée par les informations selon lesquelles Israël continue de fabriquer, de mettre au point et d'acquiescer des armes nucléaires,

Préoccupée de voir Israël et l'Afrique du Sud coopérer dans les domaines nucléaires militaires,